

# la nouvelle lettre

Directeur de la publication : J. GARELLO  
Commission Paritaire : 0411G87909

N°880 du 3 Juin 2006

Hebdomadaire 1 €

## EDITORIAL

### LA SECESSION DU MONTENEGRO

*Les habitants du Montenegro ont choisi l'indépendance, ils ont refusé d'associer plus longtemps leur sort à celui de la Serbie. Cette nouvelle a bien été diffusée mais on n'a sans doute pas tiré tous les enseignements de l'évènement, de la façon dont il s'est produit mais aussi des conséquences que cela pourrait avoir pour le futur européen. Je vous propose d'y revenir.*

*Les Monténégrins étaient invités à se prononcer par referendum le 21 mai dernier : oui ou non voulaient-ils être indépendants ? Comme le Monténégro est peuplé d'une majorité de Serbes, le gouvernement de Belgrade pensait jouer sur du velours, d'autant qu'il avait été précisé que l'importance de la question nécessitait une majorité qualifiée : plus de 55% des votants et plus de 25% des inscrits devaient se prononcer en faveur de l'indépendance. Il se trouve que les non-Serbes, toutes minorités confondues, ont évidemment choisi la sécession, mais que beaucoup de Serbes aussi ont voulu rompre avec le centralisme socialiste hérité de la Yougoslavie. Après les Slovènes, les Croates, les Bosniaques, les Macédoniens, pourquoi pas eux ? C'en est donc fini de l'histoire de cet Etat stupidement créé en 1919, qui n'a eu de consistance que sous la férule du communisme et de Tito. Podgorica sera donc désormais une nouvelle capitale de l'Europe des Balkans, et c'est plutôt une promesse d'apaisement dans cette région divisée par l'histoire, la religion et la politique. Ce qui a soudé les opposants à Belgrade, c'est la perspective d'entrée dans l'Union Européenne, c'est la volonté d'une ouverture économique et d'un développement rapide par intégration dans le marché européen.*

*J'en tire volontiers deux conclusions. La première, c'est que le projet économique est davantage fédérateur que les arrangements politiques – et l'Europe des Six a démarré sur ces mêmes bases, amenant Français et Allemands à vivre ensemble grâce au commerce et à l'industrie. La deuxième c'est que le droit de sécession est une riche idée, que l'on aurait peut-être intérêt à étendre dans toutes ces régions d'Europe où le joug d'un Etat centralisateur arbitraire est devenu insupportable. Cela vaut pour les pays de la CEI, que la Russie entend maintenant recoloniser, ce dont ne veulent ni les Ukrainiens, ni les Géorgiens, ni même les Biélorusses. Mais cela pourrait aussi convenir à tous les Européens lassés par le jacobinisme ! En d'autres termes l'Europe des Nations n'a peut-être pas le même dessin que l'Europe des Etats. En Italie, Belgique et Espagne la voie d'une large autonomie régionale est maintenant ouverte, peut-être va-t-on y venir un jour en France...*

*Mais la sécession du Monténégro pose aussi le problème du futur européen. Car les Monténégrins n'ont certainement pas voulu échapper à Belgrade pour être gouvernés depuis Bruxelles. Voici un peuple de plus qui n'entre pas dans le projet Giscard.*

*Nous voici une fois de plus confrontés à l'incertain européen - ce sera l'objet de notre Université d'Été de la Nouvelle Economie à Aix en Provence, du 27 au 30 août prochain. Au cours des mois à venir, le futur européen peut osciller entre trois scénarios : la victoire du constructivisme à l'arraché, les aléas d'un scepticisme prolongé, la route de la raison et de la libération.*

*Le scénario constructiviste est celui que soutient avec un ensemble touchant l'UMPS, cette union des oui de droite et de gauche. C'est la grande idée de Jacques CHIRAC, unissant les gens de sa majorité (dont certains, il est vrai, traînent les pieds) et de la majorité du Parti Socialiste. Il s'agit en effet de construire une Europe socialiste, bureaucratique, planifiée, harmonisée : toutes les vertus d'un jacobinisme européen. Evidemment le projet ne peut aboutir que si l'Allemagne se mobilise en*

sa faveur. Mais il n'est pas dit qu'il en soit ainsi, et la France étant devenue le maillon faible de l'Europe les chances d'une reprise de la construction politique européenne sont minces. Le forcing élyséen ne peut produire des miracles.

Le scénario du scepticisme est plus réaliste. Plus personne ne croyant au rêve d'une unification politique de l'Europe, les affaires du continent sont gérées au jour le jour, en fonction des vents contraires. Le vent du Parlement continue évidemment à souffler vers un renforcement des pouvoirs centraux. On l'a vu à l'occasion de l'enterrement définitif de la circulaire Bolkestein, qui marque aussi la fin du principe « du pays d'origine », et la condamnation du « dumping » fiscal et social. Mais pendant le même temps, certains Commissaires continuent à mener une lutte contre les subventions, les protections, et la concurrence déloyale faite par les monopoles publics (notamment en France). Le vent de la mondialisation pousse également dans le sens des privatisations et de l'ouverture. Le marché pourrait bien finir par l'emporter, il peut s'accommoder du désordre politique, et les Européens ne s'en trouveraient que mieux : le risque d'harmonisation forcée serait diminué, pour le plus grand bien des contribuables, des entrepreneurs et des candidats à l'emploi.

Reste enfin le scénario de la libération. C'est celui qu'exigerait la raison économique. Il supposerait le renoncement à toute organisation politique de l'Europe, réduite à n'être qu'un « grand marché », ce qui désole évidemment « étatistes », souverainistes et socialistes. Mais, je le répète, l'échange marchand et l'ouverture aux autres sont les seuls gages d'une paix durable, d'un « développement durable » des économies européennes. Or le Monténégro pourrait se rallier à ce noyau de peuples qui veulent faire de l'Europe un espace plutôt qu'un pouvoir : Tchèques, Baltes, Hongrois, Bulgares, etc. La question turque serait réglée du même coup. On pourrait enfin passer aux choses sérieuses en Europe : diminuer le poids exagéré des Etats et de leurs administrations publiques, élargir l'état de droit, donner aux jeunes l'espoir et l'esprit de la compréhension entre nations, écarter le spectre du choc des cultures pour aller vers une civilisation retrouvée. Et pourquoi pas ?

Jacques Garello

## Conjoncture

### LE RETOUR DE L'INFLATION ?

Les marchés financiers se sont globalement affolés la semaine dernière, à la suite de la publication de quelques mauvais indices des prix en Europe et aux Etats-Unis : ils ont anticipé un retour de l'inflation. Faut-il partager cette crainte ? Il est certain que le retour de l'inflation serait une mauvaise nouvelle, car elle finit par paralyser toute l'activité économique. Mais il existe de puissantes barrières anti-inflationnistes, avec la mondialisation et en dernier ressort l'inflation dépend de la politique monétaire qui est suivie par les banques centrales. Ce n'est pas tant l'inflation en elle-même qu'il faut craindre que les mauvais penchants des banques centrales qui oublient que pour maîtriser l'inflation, il faut maîtriser la création monétaire.

#### Dérapiage des prix en avril

Mercredi noir sur les principales bourses mondiales. A Paris, le CAC 40 a perdu 3,18%, repassant en dessous de la barre des 5000 points ; les autres places européennes ont baissé en moyenne de 3% et même de 3,40% à Francfort. Aux Etats-Unis, le Dow Jones a cédé 1,88% et le Nasdaq 1,50% et même le Nikkei à Tokyo a perdu 1,35%. Les jours suivants ont été incertains. Qu'est-ce qui a rendu les places financières si nerveuses ? La perspective d'un retour de l'inflation et avec celle-ci d'une politique de hausse des taux d'intérêt.

Il faut dire que deux mauvais indices avaient été publiés de part et d'autre de l'Atlantique. Aux Etats-Unis, les prix à la consommation ont augmenté de 0,6% en avril et de 3,5% en un an, alors que les anticipations étaient moindres. Certes, on publie aussi un indice hors alimentation et énergie, car les prix de l'énergie grimpent artificiellement ces temps-ci en raison de la situation internationale. Cet indice a progressé de 0,3% en un mois et de 2,3% en un an. C'est sensiblement plus que l'objectif que se fixe la banque centrale américaine, qui est de contenir l'inflation ainsi calculée entre 1 et 2% : on est sensiblement au dessus.

Presque au même moment, on apprenait qu'en Europe la hausse mensuelle des prix avait été, dans la zone euro, de 0,7% en avril et de 2,4% en un an. Là encore, c'est sensiblement au dessus de l'objectif que s'est fixée la Banque centrale européenne, qui est de contenir la hausse annuelle des prix en dessous de 2%. Certes, le dérapage n'est pas considérable, mais certaines hausses sont inquiétantes : 35% pour les carburants, 19% pour le gaz, 5,3% pour le logement, 2,7% pour les boissons alcoolisées ou les hôtels restaurants. Mais on notera que d'autres prix diminuent sensiblement en Europe : les télécommunications (-18%) ; les vêtements (-12%) : comme par hasard, des secteurs où la concurrence est très vive.

## **L'inflation est une drogue dangereuse**

On comprend que la conjonction de ces deux hausses ait inquiété les marchés. Mais faut-il avoir peur de l'inflation ? Et d'abord l'inflation est-elle dangereuse ? Un certain climat keynésien nous a habitués à croire que l'inflation, c'était bon pour la croissance, car cela donnait un peu de carburant au moteur. Et les keynésiens ont toujours préféré relancer l'économie, au risque de provoquer de l'inflation, que pratiquer la rigueur monétaire.

La réalité est bien différente. L'inflation est une drogue dangereuse. Elle n'est pas bonne dans une économie ouverte, car faire « plus de bêtises » que le voisin réduit la compétitivité : on l'a bien vu dans les années 70-80 entre la France et l'Allemagne. Mais là n'est pas l'essentiel. L'essentiel, c'est qu'une économie de marché, comme l'ont montré Adam SMITH, puis F. HAYEK, repose sur le mécanisme des prix.

Les prix, du moins tant qu'ils ne sont pas faussés artificiellement par l'Etat avec ses impôts, ses subventions, ses réglementations, sont des vecteurs d'information sur les marchés. Ils révèlent les priorités aux agents économiques. Les ménages comme les entrepreneurs savent ce qu'ils doivent faire parce que les prix, en variant, leur indiquent l'évolution des raretés : ce sont les signaux qui poussent à agir dans la bonne direction. L'inflation vient brouiller le message des prix relatifs, comme le ferait une sorte de bruit de fond sur une station de radio : on ne sait plus ce qui est le signal du marché (variation des prix relatifs) et ce qui est du au mouvement de fond de l'inflation (hausse du niveau absolu des prix). Voilà pourquoi, pour qu'une économie de marché fonctionne bien, il faut une inflation proche de zéro, pour que le mouvement des prix relatifs retrouve toute sa pertinence.

## **C'est la masse monétaire qu'il faut contrôler**

Revenons à l'actualité : faut-il craindre l'inflation en ce moment ? Certains prix progressent, à commencer par ceux de l'énergie. Mais d'une part il existe aujourd'hui de puissantes barrières anti-inflationnistes, de l'autre, la hausse de l'énergie ne peut dégénérer en inflation que si la masse monétaire le permet.

Parmi les barrières anti-inflationnistes, la concurrence est l'une des plus importantes. C'est la mondialisation qui constitue le premier rempart dans la lutte contre l'inflation. On voit bien comment, dans les secteurs où la concurrence internationale est forte, les prix ont tendance à diminuer. Voilà pourquoi la hausse d'un prix (comme l'énergie) ne suffit pas à dégénérer en inflation : la concurrence est, comme l'a expliqué BASTIAT, cette force qui pousse les entreprises à se mettre au service des consommateurs en baissant les prix.

Mais la pression de certains prix peut dégénérer en inflation ouverte si l'inondation monétaire se produit, c'est-à-dire si les banques centrales ne jouent pas leur rôle. Certes, elles annoncent une politique monétaire restrictive, en augmentant le taux d'intérêt (les taux directeurs ont été relevés seize fois consécutivement aux Etats-Unis ; l'Europe semble suivre le même chemin). Mais rien ne garantit que ces hausses entraîneront un ralentissement de la masse monétaire. Les banques centrales font en effet l'inverse de ce qu'il faut faire : elles contrôlent le taux d'intérêt, au risque de laisser filer la quantité de monnaie, alors qu'elles devraient maîtriser la masse monétaire.

Ainsi, en Europe, alors que la BCE annonce qu'elle ne souhaite pas que la quantité de monnaie M3 progresse de plus de 5%, celle-ci a augmenté sur un an de 8,6% : c'est trop et cela peut dégénérer en inflation. On ne peut contrôler en même temps le prix (le taux d'intérêt) et la quantité (la masse monétaire) : il faut choisir. S'il y a des tensions inflationnistes, elles sont dues à un manque de rigueur. Il semblerait que la BCE commence à prendre conscience du dérapage de la masse monétaire. C'est cet indicateur qu'il faudra suivre pour savoir où va l'inflation. L'inflation est une drogue dont il est difficile de se désintoxiquer. Mieux vaut s'en préserver tout de suite. Aux banques centrales d'agir en ramenant la croissance monétaire à un rythme compatible avec la stabilité des prix.

## **PAUVRE CASTRO : 32 EUROS PAR MOIS !**

Nous voulons exprimer ici notre solidarité avec le grand démocrate cubain Fidel CASTRO, qui vient d'annoncer que, pour rester proche du peuple, non seulement il ne possédait rien, mais encore il ne gagnait que 900 pesos, soit 32 euros, par mois. Pas même de quoi acheter un cigare mensuel... Mais pourquoi le Lider Maximo a-t-il éprouvé le besoin de faire cette mise au point ? Parce que certains osent prétendre qu'il gagnerait peut-être un peu plus et même plus que le salaire moyen de son pays ! Quelle calomnie...

Tout est parti des allégations du magazine (américain évidemment) Forbes, le classant, depuis des années, parmi les plus grandes fortunes des rois, reines et dictateurs. Sa fortune serait même passée de 550 millions de dollars en 2005 à 900 millions de dollars cette année. Les informations de Forbes sont prises à bonne source, en particulier auprès d'anciens officiels cubains. CASTRO tirerait sa fortune des bénéfices des sociétés publiques (comme quoi la nationalisation a du bon, sinon l'argent aurait fini dans les mains de quelques capitalistes), en particulier du palais des conventions (palais des congrès), de Cimex (compagnie qui a le monopole de l'import-export) et de Medicuba, qui commercialise les vaccins et médicaments produits dans l'île. Voilà qui plaide en faveur des nationalisations.

CASTRO se hisse ainsi à la septième place des plus grandes fortunes de chefs d'Etat du monde. Il est vrai que sa fortune est modeste comparée aux 21 milliards d'Abdallah d'Arabie Saoudite ou aux 20 milliards du Sultan de Brunei ou aux 19 milliards du Président d'Abu Dhabi. Mais il est mieux placé que la pauvre reine d'Angleterre, neuvième avec 500 millions ou que celle des Pays-Bas, dixième avec 270 millions de dollars.

Evidemment, pour le leader de la révolution prolétarienne, cette proximité avec d'anciennes dynasties ayant su se constituer peu à peu leur fortune ou avec quelques émirs du pétrole, est troublante. Mais il est vrai que lui règne depuis 45 ans, ce qui lui a laissé le temps de détourner l'argent de la révolution. Il est vrai, comme le souligne Le Figaro, « qu'être dictateur est un métier à risques, un emploi précaire, qui justifie sans doute une prime, un prélèvement à la source sur le PIB ». Il est vrai aussi qu'il n'est pas le seul dictateur à avoir fait fortune, mais c'est un peu plus gênant quand on se veut le leader du communisme en Amérique latine. De quoi ouvrir des perspectives à son ami CHAVEZ. Nouveau commentaire du Figaro « Aux exactions totalitaires et à la trahison de ses idéaux depuis longtemps foulés aux pieds, Fidel CASTRO ajoute un nouveau forfait : la fausse pauvreté de façade et le mensonge caractérisé, sur une fortune accumulée et pas même assumée ».

Voilà pourquoi CASTRO s'est une nouvelle fois déchaîné contre les mensonges de l'impérialisme américain. Il a convoqué les hauts dirigeants cubains et une brochette d'amis, au premier rang desquels le directeur du Monde diplomatique, Ignacio RAMONET, pour répondre, pendant plus de quatre heures, à ces « infâmes calomnies » de Forbes. « Je les mets au défi de prouver ce qu'ils disent ici » a-t-il crié en montrant un exemplaire de la revue. « S'ils prouvent que j'ai un compte à l'étranger, de 900 millions ou de 1 dollar, je démissionne de toutes les fonctions que j'exerce ! ».

Mais tout cela, selon lui, a été monté par G.W. BUSH et les agences de renseignements américaines dans le seul but de discréditer, à travers lui, la révolution cubaine. Et tous les officiels de venir à son secours, à commencer par le Président de la banque centrale de Cuba, qui doit être effectivement un témoin de moralité. D'ailleurs, le fait que Cuba ait émis récemment des bons du trésor à la bourse de Londres est le signe « de la confiance croissante d'une partie de la communauté financière internationale dans l'honnêteté et le sérieux du gouvernement cubain ». Imparable.

Mais l'historien Eusebio LEAL s'est surpassé en prouvant le désintéressement de Fidel : celui-ci aurait distribué à des musées et à des centres culturels 11 687 cadeaux provenant de 133 pays, comprenant des bijoux, des tableaux et des tapis précieux. C'est dire effectivement son désintéressement. Certes, tout cela est anecdotique par rapport aux violations des droits de l'homme, à la chasse aux opposants et à la suppression de toutes les libertés. Mais quand on voit que de soi-disant intellectuels français sont admiratifs devant la pureté révolutionnaire de CASTRO, on a de quoi rester rêveur devant tant d'aveuglement. Sans doute ces intellectuels, quand ils vont à Cuba, font eux aussi vœu de pauvreté et mangent-ils à la soupe populaire !

## **PS : UN IMPOT CITOYEN REDISTRIBUTIF ET PROGRESSIF**

Est-ce parce que le 31 mai était la date limite de remise des déclarations de revenus ? Toujours est-il que la question fiscale revient au cœur des discussions. Nous nous félicitons d'avoir été parmi les premiers à nous en occuper, avec nos amis de l'IREF et de Contribuables Associés. Nous y avons consacré plusieurs conférences et nous y reviendrons longuement au cours de l'Université d'Été sur le thème « concurrence fiscale ou harmonisation fiscale ? ».

Ce sont maintenant les politiques qui à leur tour se lancent dans les projets de réforme fiscale. Leur compétence, bien connue des contribuables, nous vaut quelques suggestions remarquables, dont la moindre n'est pas celle du Parti Socialiste.

Alors qu'ils ne cessent de se déchirer, les gens du PS se retrouvent unanimes pour un programme de réforme fiscale musclée.

Leur objectif est de créer « l'impôt citoyen sur le revenu ». Car l'actuel n'est pas assez citoyen : pas assez progressif, pas assez redistributif... Au moment où toute l'Europe ne parle que de la flat tax, la célèbre taxe plate, les socialistes se plaisent à ramer à contre-courant. Mais quel sera cet impôt « citoyen »? Il résultera à terme de la fusion de l'actuel impôt sur le revenu et de la contribution sociale généralisée (CSG). Celle-ci, à leurs yeux, présente un grave inconvénient : elle ponctionne tout le monde suivant un même pourcentage, comme une flat tax.

C'est à ce scandale que les socialistes veulent mettre fin en introduisant enfin de la progressivité dans la CSG, tout simplement en la fusionnant avec l'impôt sur le revenu, qui, lui, est très progressif (la tranche marginale est proche de 50%, ce qui fait presque 60% avec la CSG ; on imagine ce que serait la situation avec une CSG elle-même progressive).

C'est d'autant plus intéressant que la CSG sert en principe à financer la protection sociale, dont l'assurance maladie : des cotisations sociales progressives, voilà qui est original. Imaginons ce que donnerait l'application du principe à n'importe quelle assurance (comme l'automobile) : plus on gagne d'argent plus la prime est élevée. Pourquoi pas le prix des fruits et légumes en fonction du porte-monnaie de la ménagère ?

Cette fusion, il est vrai, était déjà inscrite dans la résolution du congrès du Mans en novembre 2005, mais certains socialistes comme Dominique STRAUSS-KAHN et Jack LANG ont essayé de repousser cette proposition mariant selon eux l'eau et le feu. Mais ils n'ont rien pu faire contre le délire fiscal de leurs camarades. Peu importe que l'impôt sur le revenu soit marqué par le quotient familial, ce qui n'est pas le cas de la CSG : que deviendra cette dimension familiale de l'impôt, on n'en sait rien. Les leaders socialistes ont tranché. Quant à Ségolène, elle n'a rien dit, restant au fond de la salle : elle est d'accord sur tout, par principe – ou par opportunisme.

Au cas où l'on n'aurait pas compris ce que signifie plus de progressivité de l'impôt, y compris pour la CSG, le PS précise que le but est de rendre l'impôt plus redistributif : ils ont raison. En France, on ne fait pas assez payer les riches et il y a de la marge avant un impôt de 100%, que préconisait le PC il y a quelques années. Un impôt de 100%, ça c'est un impôt citoyen. Eric BESSON, secrétaire national à l'économie, précise : « La fiscalité est un enjeu de la mondialisation ; les socialistes doivent plaider sans relâche contre la concurrence par le moins-disant fiscal. Les socialistes français optent, de fait, comme plusieurs pays de l'Europe du Nord, pour un niveau de prélèvements obligatoires élevés ».

Le reste est sans surprise : transférer l'assiette des cotisations sociales sur la valeur ajoutée des entreprises par exemple. On sait que Jacques CHIRAC a de la sympathie pour cette idée ! Ou encore modulation de l'impôt sur les sociétés selon la politique de l'entreprise : si elle obéit aux injonctions gouvernementales, elle pourra payer moins que si elle prétend décider toute seule ; un système de bonus malus en quelque sorte (Par exemple elle paiera plus d'impôts si elle prétend distribuer plus de dividendes). Une taxe écologique améliorée serait mise en place.

De telles aberrations passeraient difficilement dans la plupart des démocraties actuelles. Mais l'exception française veut que tous les politiciens, de tous les bords, soient d'accord pour accroître les impôts dans un esprit « redistributif ». La gauche en rêve, la droite l'a fait.

## **ENDETTEMENT DES MENAGES : FAUT-IL S'INQUIETER ?**

Les chiffres publiés par l'INSEE sur les comptes financiers de la nation et commentés par la Banque de France ont suscité l'inquiétude : les ménages, à leur tour, ne sont-ils pas trop endettés ? La dette des ménages français représente 64% du revenu disponible brut, niveau le plus élevé jamais observé en France. L'endettement s'accélère : après avoir progressé de 9,9% en 2004, il a progressé de 10,5% en 2005. Enfin, la dette des ménages représente désormais 435% de l'épargne brute de ceux-ci.

A quoi sert cette dette ? Pour l'essentiel à acheter ou à construire les logements. Les crédits à court terme, qui concernent essentiellement l'achat d'équipements ménagers ou d'automobiles, ne représentent plus que 4,5% de l'encours total de la dette des ménages. Bien entendu, la hausse des prix de l'immobilier explique largement cette progression de la dette des ménages.

Sur l'ensemble de ces ménages endettés, il y en a certainement quelques uns qui ont été au-delà du raisonnable ; ce sont les fameux ménages surendettés, pour lesquels ont été mises en place des procédures spécifiques. Cela provient d'un manque de sens des responsabilités de la part des emprunteurs qui, en général pour acheter des biens de consommation durables, multiplient les emprunts au-delà de leurs capacités de remboursement. Peut-être aussi certaines banques, gardant des habitudes héritées du temps des nationalisations, ont-elles été insuffisamment regardantes dans l'attribution des prêts. Mais cela ne représente qu'une petite minorité de ménages.

Mais pour les autres, faut-il s'inquiéter de ce niveau élevé de l'endettement ? Et faut-il, comme le font certains un peu vite, mettre sur le même plan cet endettement des ménages et celui des administrations qui atteint environ, lui aussi, 65% du PIB ? Il y a des différences radicales. Tout d'abord un ménage a des revenus réguliers qui proviennent de son activité, ce qui le rend responsable dans ses choix : c'est ce ménage qui devra rembourser dix ou quinze ans plus tard. Les administrations n'ont que des revenus de transferts et le remboursement se fera dans dix ou quinze ans avec au pouvoir une autre équipe gouvernementale qui ponctionnera les citoyens contribuables : le coût est reporté sur la génération suivante, par le biais des impôts : mécanisme irresponsable.

Mais surtout, à quoi sert l'endettement public actuellement ? A payer des dépenses de fonctionnement : salaires des fonctionnaires, subventions diverses, allocations-chômage ou maladie. C'est-à-dire des dépenses courantes d'aujourd'hui. Or le ménage pour sa part n'emprunte pas en général pour aller faire ses courses au supermarché ou pour payer sa femme de ménage. Il emprunte pour acheter une maison ou un appartement, c'est-à-dire un investissement qui a une valeur durable et qui sera encore là à la fin du remboursement. S'il survient un incident de paiement, le bien immobilier pourrait être vendu en dernier ressort. L'Etat lui ne fait rien de tel et les sommes empruntées dans leur majorité tombent dans le trou des dépenses de fonctionnement courantes.

Voilà pourquoi l'endettement des ménages ne doit pas nous inquiéter : c'est un acte d'anticipation par lequel on finance un investissement réel, qui a une valeur durable, par le mécanisme du crédit. Par contre, il faut s'inquiéter de l'endettement de l'Etat qui finance des dépenses de fonctionnement courantes et en reporte la charge sur la génération suivante de contribuables. C'est toute la différence entre un endettement responsable et un endettement irresponsable.

## **15% DES GRANDES ENTREPRISES ONT CHANGE DE PATRON EN 2005**

C'est un phénomène qui va en s'accroissant et qui mérite d'être noté : les grandes entreprises changent plus souvent de patron. C'est une tendance que confirme l'étude annuelle du cabinet de conseil américain Booz Allen Hamilton. En 2005, sur les 2 500 plus grandes entreprises mondiales, 383 ont changé de dirigeant, soit 15,3% : une sur sept. C'est un chiffre en progression, en particulier en Amérique du nord, où le taux de renouvellement est passé de 12,9% en 2004 à 16,2% en 2005.

Sur ces départs, environ la moitié (51%) sont volontaires et correspondent soit au souhait du dirigeant, soit au fait qu'il ait atteint l'âge de la retraite. Mais cela représente 49% de départs involontaires, dont 17% à la suite d'une fusion, ce qui prouve la grande mobilité du paysage

industriel, et surtout 32% qui sont des départs involontaires. Ces départs s'expliquent par une volonté des actionnaires, qui trouvent que la gestion n'est pas satisfaisante et qui souhaitent un changement de politique et une performance accrue.

On notera également que ces départs ne concernent pas nécessairement, loin de là, des hommes proches de la retraite, puisqu'en 1995 les deux tiers des PDG quittant leurs fonctions avaient au moins 62 ans, alors qu'en 2005 ils n'étaient plus que 40%, la majorité étant donc plus jeune. Selon Les Echos, qui reprennent ces informations, « l'exigence accrue de performance imposée aux dirigeants traduit une profonde évolution du comportement, mais aussi du pouvoir des actionnaires et constitue une évolution inéluctable, une nouvelle norme ».

C'est un débat qui n'est pas nouveau et qui porte sur le fait de savoir qui doit avoir le pouvoir dans l'entreprise. Dans les années 60-70, J.K. GALBRAITH (qui vient de mourir il y a quelques semaines), reprenant une vieille thèse saint-simonienne, considérait que le pouvoir revenait à ceux qui ont le savoir, qui ont les connaissances techniques pour diriger l'entreprise (par exemple parce qu'ils sont passés par telle université ou telle grande école) : c'est la thèse de la technocratie. Dans ces conditions, les actionnaires n'avaient qu'à suivre, c'était l'ère des « managers ».

Cette thèse trouve d'ailleurs son pendant dans le monde politique avec la technocratie, qui confisque le pouvoir aux élus, qui devraient logiquement l'exercer, au prétexte que les élus sont peu compétents, alors que les technocrates, par exemple parce qu'ils ont fait l'ENA, auraient acquis la réalité du pouvoir. La même thèse se retrouve au niveau européen avec les eurocrates. La différence avec l'entreprise, c'est que cette thèse, hélas, se vérifie et que bien souvent le pouvoir a été confisqué aux élus au profit des directeurs de ministère et autres hauts fonctionnaires.

Mais les entreprises, elles, ont réagi. Et c'est bien normal, car les actionnaires sont les propriétaires de l'entreprise. Il est donc logique que ce soit eux qui prennent les décisions et indiquent la direction à suivre, par exemple les objectifs de performance. Le thème de la gouvernance, du gouvernement d'entreprise, très à la mode en ce moment, traduit ce retour des actionnaires dans l'entreprise. Les actionnaires veulent non seulement être informés, mais encore étroitement associés aux décisions, notamment les actionnaires majoritaires.

Cela se traduit par le fait que lorsque le « patron » mène une politique qui ne convient pas aux actionnaires propriétaires, il peut tout à fait légitimement être changé. Cela peut se produire aussi en cas de dispersion du capital et d'OPA en bourse, qui change de mains la majorité du capital et remplace les équipes dirigeantes en place par d'autres, qui pensent pouvoir mieux gérer l'entreprise. Ainsi, la plus grande mobilité des patrons traduit-elle un retour des actionnaires et un rééquilibrage du pouvoir dans l'entreprise à leur profit : chacun a en tête des changements de PDG même bien installés et ayant une grande notoriété.

Bien entendu, comme toujours, tout est une affaire d'équilibre et une rotation excessive des dirigeants peut présenter des inconvénients. Il faut leur laisser le temps de faire leurs preuves et pour cela de développer une stratégie sur quelques années. Les auteurs notent que « se débarrasser des PDG avant que les résultats de leur stratégie ne soient effectivement mesurables pourrait compromettre toute velléité d'innovation et encourager une certaine médiocrité ».

On remarquera que les entreprises dont le capital est resté largement familial connaissent une plus grande stabilité dans ce domaine et donc plus de continuité dans la gestion. Mais cela s'explique par le fait qu'ils connaissent en général bien le PDG, qu'ils ont choisi en toute connaissance de cause, parfois même au sein de la famille actionnaire.

La valse des PDG est en général critiquée comme étant l'une des manifestations d'un capitalisme financier. En réalité, elle traduit le retour du pouvoir des actionnaires propriétaires et leur volonté de faire progresser leur entreprise. Cela nous semble non une déviation du capitalisme, mais au contraire un retour en son cœur de la notion de droits de propriété exclusifs et transférables, ce qui est la condition d'une gestion optimale et l'assurance qu'on ne se détournera pas de l'objectif principal de l'entreprise, qui est de faire des profits. Car l'entreprise qui fait des profits est celle qui répond exactement aux besoins et à la demande de ses clients. S'éloigner de l'objectif de profit, c'est s'éloigner du rôle central du client dans l'entreprise.

## SUR L'AGENDA DES LIBERAUX

Nous vous proposons cette semaine quelques informations concernant les rencontres libérales à venir. A noter dans vos agendas et à diffuser largement autour de vous !

La première d'entre elle, **LA FETE DE LA LIBERTE**, se tiendra **le 25 juin prochain de 10h à 20h au pavillon Baltard à Nogent sur Marne**.

Organisée par Liberté Chérie, cette rencontre a pour objectif de fédérer tous ceux qui oeuvrent en faveur d'une société plus libre et responsable. Pas moins de 35 auteurs et 23 associations (dont la plus ancienne d'entre elles, l'ALEPS) animeront tout au long de cette journée stands, conférences et ateliers de discussions.

Cette fête de la liberté sera donc un lieu d'échange privilégié, agrémentée d'animations destinées à toute la famille (spectacles et concerts). Alors pour que cet événement soit une réussite, n'hésitez pas à venir nombreux, en famille ou entre amis.

Le site [www.fetedelaliberte.com](http://www.fetedelaliberte.com) est à votre disposition pour plus d'information.



A noter encore, **le treizième colloque d'Ethique Economique** qui se tiendra à Aix en Provence dans les locaux de l'Université Paul Cézanne, Aix-Marseille III, **les 29 et 30 juin 2006**. Organisées par le Professeur Jean Yves Naudet, Directeur du Centre de Recherche en Ethique Economique et des Affaires et de Déontologie Professionnelle, ces journées auront pour thème :

### « Ethique et Développement »

On retiendra parmi les intervenants la présence de Jean-François MATTEI, Professeur de Philosophie à l'Université Sophia-Antipolis de Nice, membre de l'Institut Universitaire de France, de M. Pascal SALIN, Professeur d'économie à l'Université Paris-Dauphine ou encore de M. le Doyen Gérard BRAMOULLÉ, Professeur d'économie à l'Université Paul Cézanne.

Pour toute information complémentaire, vous pouvez consulter le site [www.libres.org](http://www.libres.org) ou contacter le

#### CENTRE DE RECHERCHES EN ÉTHIQUE ÉCONOMIQUE

Université Paul Cézanne (Aix-Marseille III)

3, avenue Robert Schuman

13628 AIX-EN-PROVENCE cedex 1

Téléphone. : 04.42.17.28.73 - Télécopie : 04 42 17 28 59

e.mail : [centre.ethique@univ.u-3mrs.fr](mailto:centre.ethique@univ.u-3mrs.fr)



A noter enfin la **XXIX<sup>o</sup> Université d'Été de la Nouvelle Economie** qui se tiendra à Aix en Provence du **27 au 30 Août 2006** sur le thème du « Futur de l'Europe : concurrence vs Harmonisation ». Comme chaque année l'ALEPS souhaite vous y retrouver nombreux. Mais nous vous en dirons plus dans les prochains numéros de la Nouvelle Lettre.

### AU SOMMAIRE DU N°880 :

**EDITORIAL** : La sécession du Monténégro pp. 1-2

**CONJONCTURE** : Le retour de l'inflation ? pp. 2-3

**ACTUALITÉ QUI NOUS FAIT RÉFLÉCHIR** : Pauvre Castro : 32 euros par mois ! p.4 - PS : un impôt citoyen redistributif et progressif p. 5 – Endettement des ménages : faut-il s'inquiéter ? p. 6 – 15% des grandes entreprises ont changé de patron en 2005 p. 6-7 – Sur l'agenda des libéraux p.8.

**ABONNEMENT DE 1 AN (40 Numéros) : € 40.00.**

**ABONNEMENT DE SOUTIEN (UN AN) : € 95.00.**

## LIBERTE ECONOMIQUE ET PROGRES SOCIAL

35 Avenue Mac Mahon - 75017 PARIS - Tél. : 01 43 80 55 18

[www.libres.org](http://www.libres.org)

Imprimeur : Omnis Coloris, 107 bd Jeanne d'Arc, 13005 Marseille